

Hydrocarbures—Loi

n'est pas vrai du tout. L'industrie canadienne, et notre industrie pétrolière appartient presque à 50 p. 100 à des Canadiens maintenant, a demandé au gouvernement de la laisser tranquille. Ce n'était pas seulement les grandes sociétés pétrolières dont le député aime parler et que le NPD se plaît à décrire comme le grand méchant loup de l'industrie.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai plusieurs choses à dire. D'abord, ce serait utile que ces lettres soient déposées à la Chambre pour que nous puissions tous voir combien d'entreprises à part les sept grandes, ou quel que soit leur nombre ces jours-ci vu les changements dans l'industrie pétrolière, voulaient vraiment de tels changements. Tous ceux qui avaient de grandes ambitions voulaient profiter de la situation qui existait encore en 1985 même si l'on prévoyait une baisse des prix. Personne ne croyait vraiment que les prix allaient chuter de façon aussi catastrophique pour les producteurs et aussi à la longue pour les consommateurs, vu qu'à 25c. le gallon, tout le monde s'empresserait de gaspiller du pétrole, les automobilistes comme les autres. Cela réjouirait tout le monde. Je suis heureux de voir que le secrétaire parlementaire fronce les sourcils parce qu'il se rend compte que son argument est stupide.

● (1550)

Le problème, c'est de déterminer quel prix et quel genre de régime il nous faut pour protéger l'exploitation et garantir une certaine sécurité d'approvisionnement sans que les sociétés pétrolières puissent nous exploiter indûment, parce que nous voulons que les consommateurs aient un niveau de vie raisonnable. Voilà nos préoccupations. Ce n'est pas facile d'atteindre tous ces objectifs. Je préfère ne pas m'avancer et attendre que notre critique en matière d'énergie donne la note à propos de ces questions. Je peux cependant garantir au député que nous ne nous opposerions pas par principe à une régie des prix.

M. McDermid: Quel genre de prix?

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): C'est une bonne question. La députée de Calgary-Sud (M^{me} Sparrow) disait ce matin qu'un prix de base de \$18 à \$20 US permettrait à l'industrie de fonctionner. J'ignore cependant quand les prix remonteront à \$18 ou \$20 US.

Mme Sparrow: Que voulez-vous dire? Ils étaient de \$17 U.S. aujourd'hui.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Si nous n'atteignons pas de tels prix, qu'arrivera-t-il? La schizophrénie des discours est remarquable. L'année passée, il y a eu beaucoup de prospection à cause de la politique du gouvernement. Quand le niveau d'activité a baissé cette année, c'était à cause des forces économiques mondiales. Les politiques ont tendance à croire que les bonnes choses arrivent grâce à eux et les mauvaises à cause d'autres facteurs, de préférence des forces internationales indépendantes de la volonté des Canadiens. Voilà la situation à l'heure actuelle, monsieur le Président. Ce n'est pas une question facile. Je ferai abstraction de ce que j'ai dit cet après-midi à propos de l'hypocrisie et ainsi de suite. Nous comprenons mal les forces du marché quand les cartels triomphent, mais il y a au moins une certaine logique à continuer à parler des forces du marché vu que l'industrie pétrolière se rapproche davantage de la situation réelle du marché en 1986.

M. McDermid: Vous n'avez pas la moindre idée de ce qu'est la situation réelle.

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, je parlais tout à l'heure au député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) qui a eu la bonne fortune de passer la fin de semaine dernière dans le Sud. Il me disait que le prix du gallon d'essence aux États-Unis est nettement inférieur proportionnellement à celui du Canada. On se demande dans ce cas quels ont bien pu être les résultats de la grande politique de commercialisation du gouvernement puisque les Canadiens paient des centaines de millions de dollars de plus que les consommateurs américains pour la même essence.

J'ai sous les yeux une enquête sur les dépenses d'investissement publiée par l'Association pétrolière du Canada. Le prix sur le marché n'est qu'un aspect de la question. Quand on étudie la politique globale du gouvernement, il est bon de se pencher aussi sur les dépenses d'investissement de l'industrie. Dans une enquête récente, l'Association pétrolière du Canada estime que les dépenses d'investissement et de prospection en amont pour 1986 seront de 43 p. 100 inférieures à celles de 1985.

En 1985, les dépenses réelles de l'industrie se sont élevées à 10.5 milliards de dollars et les projets de dépenses pour 1986 étaient à l'origine évalués à 11.2 milliards de dollars. Les prévisions de dépenses ont apparemment été ramenées à 6 milliards de dollars seulement.

Comme les dépenses en amont représentaient une importante partie du total des investissements commerciaux de 1985, ce recul va avoir des répercussions importantes non seulement sur l'ouest du Canada, mais aussi sur l'économie de l'Ontario et du Québec.

Du côté de l'emploi, on a jusqu'à présent annoncé plus de 4,000 suppressions d'emplois dans les entreprises en exploitation. Les diminutions de dépenses vont avoir des répercussions graves sur le forage, l'entretien et la fabrication de denrées destinées aux champs pétroliers, ce qui entraînera de nouveaux licenciements massifs. Selon Statistique Canada, 10,000 emplois auraient été supprimés en mars et avril rien qu'en Alberta. Cette perte est essentiellement liée au recul du secteur du pétrole et du gaz. En Alberta, le taux de chômage désaisonnalisé est monté à 9.7 p. 100 en avril. Le taux à Calgary est passé, si je ne me trompe, à 10.9 p. 100, et à Edmonton à 12.5 p. 100. Où sont les fruits des politiques énergétiques du gouvernement en Alberta?

Début mai, 39 installations de forage seulement fonctionnaient dans l'ouest du Canada, dont 23 en Alberta. Il n'y a pas eu de récupération, en dépit de la levée des interdictions routières, et cette dépression, qui entre dans sa cinquième semaine consécutive, est la plus longue à un tel niveau des 13 dernières années. On estime que moins de 7,000 forages seront menés à terme en 1986, contre 13,000 l'an dernier.

Les ventes de terres de la Couronne qui sont considérées comme le baromètre de la santé de l'industrie ont chuté considérablement tant en termes de primes que de prix l'hectare. Fin avril, les recettes de ventes de terres de l'Alberta avaient chuté d'un pourcentage stupéfiant, 52 p. 100, passant à 113 millions de dollars contre 236 millions de dollars pour la période équivalente de 1985.